



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

OCCAMAT-DELAIR

89 avenue du Perigord
33370 Salleboeuf

Références : 26-105
Code AIOT : 0003103463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement OCCAMAT-DELAIR implanté 89 avenue du Perigord 33370 Salleboeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 12 mai 2025 sur le site de Salleboeuf, la société OCCAMAT a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 22 juillet 2025 de :

- régulariser sa situation administrative pour son activité illégale de broyage et de concassage de déchets et matériaux inertes dépassant les seuils de classement sous le régime d'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées ;
- procéder à des mesures de niveaux de bruit en limite de propriété et en zone à émergence réglementée durant une campagne de concassage.

Par courriel du 4 février 2026, l'Inspection des installations classées a reçu un nouveau signalement

concernant la poursuite de l'activité de concassage de manière illégale. L'inspection du 6 février 2026 a été menée en ce sens, avec l'objectif de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OCCAMAT-DELAIR
- 89 avenue du Perigord 33370 Salleboeuf
- Code AIOT : 0003103463
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société OCCAMAT a déclaré exercer les activités suivantes sur la commune de Salleboeuf :

- activité de broyage et de concassage de matériaux inertes relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classée pour une puissance maximale des machines de 200 kW soit sous le régime de la déclaration (télédéclaration du 14 septembre 2017) ;
- activité de transit de déchets et matériaux inertes relevant de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classée pour une surface de transit de 5010 m² soit sous le régime de la déclaration (télédéclaration du 7 décembre 2020).

L'installation fait régulièrement l'objet de plaintes de la part des riverains en particulier en raison des nuisances sonores générées par l'activité.

Pour rappel, un arrêté municipal du 11 juillet 2019 a également mis en demeure l'exploitant d'interrompre une partie de son activité dont l'emprise est incompatible avec le PLU de la commune (zone naturelle et espace boisé classé).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Autre du 07/12/2020	Avec suites, Mise en demeure, dépôt de dossier	Suspension	3 mois
2	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Point 8.4 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Suspension	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis lors de l'inspection du 6 février 2026 ont montré que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2025 ne sont pas respectées. Les photographies prises le jour de l'inspection figurent en annexe du présent rapport.

Par conséquent, l'Inspection des installations classées propose au Préfet de la Gironde de prendre des sanctions administratives à l'encontre de la société OCCAMAT et donc de suspendre l'activité illégale de broyage et de concassage de déchets et matériaux inertes conformément aux dispositions des articles L.171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

En outre, sans préjuger des suites pénales, l'exploitant est informé par le présent rapport que le non respect d'une mise en demeure relève d'un délit. Un procès-verbal de délit est ainsi adressé au Procureur de la République pour non respect d'une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Autre du 07/12/2020
Thème(s) : Situation administrative, Télédéclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, dépôt de dossier• date d'échéance qui a été retenue : 17/09/2025
Prescription contrôlée : <p>Télédéclaration du 7 décembre 2020 pour la rubrique 2517 transit de déchets et matériaux inertes) pour une surface de transit de 5010 m²</p> <p>Télédéclaration du 14 septembre 2017 pour la rubrique 2515 broyage et de concassage de matériaux inertes) une puissance maximale des machines de 200 kW.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 12 mai 2025, l'Inspection des installations classées a constaté que la société OCCAMAT exploitait une installation de broyage et de concassage de déchets et matériaux inertes d'une puissance relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées sans disposer de cet enregistrement.</p> <p>Aussi, la société OCCAMAT a été mise en demeure de régulariser sa situation administrative par arrêté préfectoral du 22 juillet 2025.</p> <p>Le jour de l'inspection du 6 février 2026, l'Inspection des installations classées a constaté que l'exploitant poursuit l'activité de broyage et concassage de déchets et matériaux inertes sous le régime d'enregistrement. En effet :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une part, le concasseur est en fonctionnement au moment de l'inspection et concasse des

déchets inertes provenant d'un tas situé sur le site. L'entreprise exécutante (sous-traitant) confirme être en campagne de concassage pour le compte de la société OCCA MAT ;

- d'autre part, la puissance de l'ensemble des machines présentes le jour du contrôle et concourant simultanément au fonctionnement de l'installation est de 455 kW (une chargeuse et un concasseur de puissances respectives de 213 kW et de 242 kW), soit une puissance totale supérieure à 200 kW correspondant au seuil de classement du régime de l'enregistrement pour l'activité relevant de la rubrique 2515 précitée.

Or, à ce jour, aucune demande d'enregistrement n'a été déposée auprès de la Préfecture de la Gironde.

L'activité étant toujours exercée de manière illégale, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative ; à savoir déposer une demande d'enregistrement au titre de la rubrique 2515 précitée ou procéder à la cessation d'activité incluant la remise en état du terrain selon les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2025.

Pour rappel, comme déjà indiqué dans le rapport présentant les constats établis lors de la précédente inspection du 12 mai 2025, l'installation de broyage et concassage de déchets inertes est localisée en zone N (zone naturelle) du PLU (Plan Local d'Urbanisme) de la commune de Salleboeuf. L'activité ICPE de la société OCCAMAT est donc incompatible avec le document d'urbanisme tel que rappelé par voie de mise en demeure municipale dès 2019.

Aussi, l'éventuelle demande d'enregistrement ne pourra aboutir sans une modification du PLU en vigueur. Le dossier de demande d'enregistrement devra donc contenir une délibération du conseil municipal statuant sur le projet de modification du PLU.

Par ailleurs, au regard des constats et sur la base des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, **L'Inspection des installations classées propose au Préfet de la Gironde de suspendre l'activité de broyage et concassage de déchets et matériaux inertes jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande de régularisation administrative mentionnée ci-dessus.** Un projet d'arrêté préfectoral de suspension en ce sens est joint au présent rapport.

Enfin, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 juillet 2025 n'étant pas respectées, l'exploitant est informé qu'un procès-verbal de délit a été adressé en ce sens au Procureur de la République.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article Point 8.4 de l'annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 17/09/2025

Prescription contrôlée :

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

Pour rappel, les analyses doivent porter sur les niveaux de bruit en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée (ZER). Elles doivent être effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, soit pendant une opération de concassage.

Lors de la précédente inspection du 12 mai 2025, il avait été constaté qu'aucune mesure de bruit n'avait été réalisée alors qu'une campagne de concassage a bien eu lieu début mai 2025.

M. Delair, gérant de l'installation, n'est pas ignorant des dispositions réglementaires applicables en terme de surveillance des émissions sonores. En effet, de nombreux rappels ont été adressés à la société EURO DEMOLITION SYSTEMS (ancienne installation mitoyenne dont M. Delair est également gérant, aujourd'hui radiée, et qui a transféré une partie de son activité à la société OCCA MAT) sur ce sujet (et notamment par courrier du 28 mai 2024).

Des mesures de bruit avaient été réalisées le 17 mai 2024 par ORFEA à l'initiative de la société EURO DEMOLITION SYSTEMS (les seuils réglementaires en vigueur sont respectés en limite de propriété et en ZER). Celles-ci pouvaient être prises en compte dans le cadre de la surveillance des activités de la société OCCAMAT considérant que les deux installations étaient mitoyennes. Néanmoins, celles-ci ayant été menées en dehors d'une campagne de concassage, elles ne sont représentatives que de l'activité de transit et restaient insuffisantes.

Aussi, la société OCCAMAT a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 22 juillet 2025 de procéder à de nouvelles mesures des émissions sonores en limite de propriété et en ZER.

Or, le jour de l'inspection du 6 février 2026, aucune nouvelle mesure de bruit n'a été réalisée, ni planifiée, alors qu'une campagne de concassage était en cours le jour du contrôle.

Par conséquent, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ne sont pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de programmer des mesures de niveaux de bruit en limite de propriété et en zone à émergence réglementée pendant une période représentative de son activité (c'est-à-dire pendant une campagne de concassage) et de justifier qu'il respecte les seuils réglementaires en vigueur conformément aux dispositions du point 8.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997.

De plus, au regard de ce qui précède et conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'Inspection propose au Préfet de la Gironde de suspendre l'activité de

broyage et concassage jusqu'à la programmation et la réalisation des mesures des émissions sonores générées par l'activité par une personne ou un organisme agréé.
Enfin, considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ne sont pas respectées, l'exploitant est informé qu'un procès-verbal de délit est adressé en ce sens au Procureur de la République.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Suspension

Proposition de délais : 3 mois